

Le temps perdu et l'attrait du pire

Le mois de février s'achève dans quelques jours.

Par [Roberson Alphonse](#)

23 févr. 2024

Le mois de février s'achève dans quelques jours. Le discours du 1^{er} janvier 2024 et les promesses du Premier ministre Ariel Henry d'ouvrir le Haut Conseil de la transition (HCT), d'accueillir au sein de son gouvernement plus de secteurs politiques, de démarrer le processus de révision de la Constitution pour lancer le processus électoral, d'avancer en janvier avec ceux qui le veulent, auront deux mois dans quelques jours.

Le temps passe et au plan politique, un constat s'impose: les lignes n'ont pas bougé. Entre janvier et mi-février, face à ce Premier ministre qui donne du temps au temps, quiet, tranquille, des opposants ont montré leurs crocs.

La surenchère verbale, les appels à la « révolution pacifique », à la « destruction de tout », avant et après le 7 février 2024, ont provoqué des confrontations, des manifestations, des pillages, des incendies d'installations publiques dans plusieurs villes du pays et des morts, dont cinq agents de la BSAP.

L'épreuve de force a gardé nos enfants hors des salles de classe, nos femmes hors de leurs commerces, les travailleurs hors de leurs activités.

Des politiques et cette frange de l'opposition, l'alliance morganatique Moïse Jean Charles /Guy Philippe, active dans les rues, qui n'a pas signé l'accord du 21 décembre mais en a fait du 7 février une date butoir- ont surfé sur la souffrance et la colère légitime d'une population qui ne se reconnaît nullement en Ariel Henry. Ce dernier n'a pas été renversé.

Cependant, ces événements montrent que le PM Henry est sur le grill du temps. Aucun chef, ici, n'est maître du temps. C'est encore plus valable pour un chef d'un gouvernement de transition.

En cette fin de février, Ariel Henry devrait être modeste, humble, inspiré du vécu d'autres chefs pour avoir la sagesse de la décision politique qui transcende les clivages et rassemble, au-delà du petit cercle d'amis et alliés au pouvoir, des traditionnels affairistes de la politique.

En Haïti où l'on n'est jamais à l'abri de mauvaises surprises, le Premier ministre doit aussi se redire qu'il est encore à la Primature parce qu'il a le soutien du Blanc, parce qu'il est protégé par les fusils de la PNH. La PNH, une nouvelle fois, est cantonnée dans son rôle d'institution souffre-douleur qui porte toujours sur les épaules fatiguées le poids des conséquences de calculs mesquins, des mauvais choix politiques de responsables de l'État.

Sur la Toile, depuis l'échec des grandes agitations du début février, la PNH est devenue la cible d'une campagne de déstabilisation en règle. Les comportements répréhensibles et condamnables de certains agents sont amplifiés. On met à dessein tous les policiers et policières dans le même panier. Beaucoup, sur la Toile, ont même festoyé après l'assassinat par balle d'un jeune policier, agent du groupe d'intervention de la PNH (GIPNH/Swat).

L'un des objectifs de cette campagne consiste à mettre la PNH en infériorité psychologique. Cette campagne présente la BSAP comme une alternative pour garantir la sécurité des vies et des biens en lieu et place d'une institution constitutionnelle, hiérarchisée, assujettie aux lois et aux règlements de discipline générale. Ce matraquage pour rendre potable une brigade de sécurité environnementale dont on ne sait rien de l'armement, du financement, du profil s'est étioilé ces derniers jours.

S'il ne faut jamais faire l'économie des critiques quand des dérives de policiers et policières sont actées, s'il faut toujours exiger sanctions et corrections, il y a cependant une évidence indéniable en ce qui concerne la PNH. Jusqu'ici, la PNH, quel que soit le qualificatif qu'on voudra lui accoler: « faible », « instrument du pouvoir politique », etc., a le mérite d'être un bouclier, de jouer le rôle de protecteur de ce qui reste de l'ordre social et républicain. Punching-ball pour certains hier, rempart pour d'autres qui craignent « dechoukay et bwa kale », aujourd'hui, la PNH n'a pas encore franchi la ligne rouge qui pourrait justifier cette campagne pour son démantèlement.

Il y a aussi une autre évidence. Le saut dans l'inconnu, le spectre d'un pays soumis totalement aux bandes de criminels, l'assurance de sécurité après la « révolution » donnée par un ancien condamné pour blanchiment des avoirs aux USA, avec le support de la BSAP, n'a pas convaincu grand monde, au-delà du cercle des affidés, des zélés.

Si la PNH a pu préserver l'ordre public dans certains endroits, elle a accumulé une succession de dérives terribles face aux bandes armées qui pratiquent la politique de la terre brûlée dans les communautés contrôlées depuis plusieurs années maintenant. Aujourd'hui, le renforcement de la PNH devrait être l'objet d'un consensus, tout comme le rétablissement de la sécurité au bénéfice de ces centaines de milliers d'exilés internes, de millions de personnes dans le grand Nord et dans le grand Sud qui subissent dans leurs assiettes les conséquences du contrôle de pans entiers de Port-au-Prince, des ports et des installations pétrolières par les bandes de criminels. Le pays laisse ce soin à la communauté internationale, aux USA qui ont annoncé ce jeudi un engagement additionnel de 120 millions de dollars de 12 pays en faveur de la Mission multinationale d'appui à la sécurité dont le principal partenaire est et sera la PNH.

Cependant, le souci de tant d'opérateurs politiques qui rêvent de pouvoir est autre que la reconquête des communautés tombées sous le contrôle des bandes armées, que le rétablissement de l'autorité de l'État.

Entre-temps, si Ariel Henry n'a pas été renversé, les « abolotchos » vils et serviles de son régime ne devraient pas pour autant sabrer le champagne. Le PM Henry, incapable de trouver un consensus pour paver la voie à des élections, reste au pouvoir grâce aux fusils de la PNH et à l'appui du « Blanc ». Il ne sort pas renforcé de ces dernières convulsions politiques qui sont lucratives pour ces satellites, ces brasseurs opérant dans les allées du pouvoir. Il y a cette détestable économie de la crise, ces dépenses autorisées lorsqu'il est question de consolider un pouvoir en Haïti.

La communauté internationale ne chante pas les louanges de M. Henry. Son choix est simple. Elle continue de voir en Ariel Henry la moins pire des options. Pour le moment, son engagement verbal de tenir les élections, de ne pas être candidat suffit. Rien ne dit que ce sera suffisant quand il faudra inspirer un minimum de confiance pour réaliser les élections dont le taux de participation sera déterminant pour sa viabilité. L'option politique plus au moins

viaible aujourd'hui peut ne pas l'être demain. La politique est dynamique. Ariel Henry, un membre du cabinet ministériel, le président de la Cour de cassation pourrait bien être l'option, avec un accord politique, de la deuxième phase de la transition, quand viendra le temps des élections, avec, selon toute vraisemblance, la présence de la Mission multinationale d'appui à la sécurité déployée en Haïti.

Il semble aussi hors de question-pour le moment également- d'avoir un ancien condamné, un expulsé des USA, des sanctionnés des USA et du Canada, des inculpés comme des représentants du pays, comme des interfaces de la communauté internationale dans le cadre de tout processus politique pour trouver une issue à la crise. La représentation politique d'Haïti depuis un bail n'inspire aucune fierté particulière aux Haïtiens d'ici et de la diaspora.

Le grand vacuum politique observé peut permettre l'émergence, le renforcement de l'influence d'acteurs politiques progressistes, républicains, d'essence non mafieuse. Cette alternative-là, si elle existe et se construit, ne s'est pas encore imposée sur l'échiquier politique, dominé par des forcenés, des individus violents, supportés par des « militants » dépourvus de toute éducation politique, de connaissance minimale du droit pénal.

Cela dit, bien avant les confrontations de février, le cadre était déjà posé par la communauté internationale et par le chargé d'affaires des USA, Éric Stromayer. Il n'y aura pas de transition dans la transition. Le cap est mis sur les élections. Mais les voix qui réclament des élections quand les conditions le permettront ne sont pas nombreuses. Avec Ariel Henry dans sa zone de confort, les semaines passent et hypothèquent les chances que 2024 soit une année de mise en place pour les élections, à défaut des élections elles-mêmes. Les Américains et la communauté internationale doivent cesser de jouer la montre et exiger de M. Ariel Henry des progrès sur le front politique, un accord avec des secteurs politiques relativement potables en Haïti.

La communauté internationale, qui multiplie les annonces de financement pour la Mission multinationale d'appui à la sécurité, est, comme Ariel Henry, sur le chemin du temps perdu, gaspillé. Ils savent bien qu'ici le temps perdu a un prix: des vies humaines emportées, des communautés dévastées. Il faut, à un certain moment, que le mot urgence trouve tout son sens en Haïti.

D'un autre côté, la colère, le désespoir ne devraient pas pousser la population dans les bras de ces charmeurs de serpents dont les manipulations sont amplifiées par des caisses de résonance qui sont passées maîtres dans l'art de la désinformation et de l'intoxication.

Erreur! Nom du fichier non spécifié.

Il faut que la partie saine du pays agisse, qu'elle cesse de subir, qu'elle fasse preuve d'intelligence et de pragmatisme. L'oubli, l'amnésie ne peut plus être une option. Il faut sonder l'histoire des deux dernières décennies et se rappeler les conséquences terribles de l'aventure de 2004 pour renvoyer les artisans du chaos à leur place : dans les poubelles de l'histoire.

Le choix à faire est clair. Les pratiques politiques doivent changer. Les « criseurs » et géniteurs du chaos, les mafieux doivent être démasqués, dénoncés, supplantés. Haïti doit s'inventer l'intelligence nécessaire pour se trouver de vrais serviteurs et non ces individus au passé troublant.

Qu'on ne se trompe pas. Si ce pays considère cet écosystème politique mafieux attractif en 2024, il risque d'en faire les frais après son choix ou le choix imposé des « Kale tèt ». Nous avons touché le fond. Nous sommes dans la phase de notre désintégration. Le pire est cependant possible. Il faut arrêter de creuser, remonter à la surface, rejeter l'anarchie, oser la démocratie. Refuser la démocratie, la modernité a des conséquences. Ce pays en proie à une crise économique, humanitaire, sécurité, inefficacement assisté par la communauté internationale jusqu'ici doit faire des choix, éviter d'être mis au ban des nations.